

1-2 EDOUARD VII, 'A. 1902

1829.  
12 février,  
Londres.

Le même à Glenelg. Il envoie un exposé écrit au sujet de l'institution littéraire à propos de laquelle il a eu une entrevue avec lui ; il demande de bien examiner la question et il transmet une copie de la charte projetée.

Page 271

*Inclus.* Exposé écrit.

276

Charte proposée.

291

13 février,  
Londres.

Stewart à Stephen. Il sollicite ses bons offices.

462

*Inclus.* L'évêque (anglican) de Québec. Il désire lui rappeler la demande faite au secrétaire des colonies (Goderich) de la somme de £50 pour le révérend A. Bethune, en retour des services qu'il a rendus au clergé ; Colborne a écrit à Goderich à ce sujet.

463

19 février,  
Londres.

Jones à Glenelg. Nouveaux détails relatifs à l'établissement de la compagnie de Prêt et d'Assurance sur la vie du Haut-Canada.

88

23 février,  
Londres.

Ryerson au même. Il renouvelle sa demande d'une subvention pécuniaire pour l'Académie du Haut-Canada ; il offre de lui fournir tous les renseignements supplémentaires qu'il peut désirer.

300

25 février,  
Londres.

Jones au même. D'après la constitution, le gouverneur ne peut pas, après avoir réservé un bill, le confirmer ensuite par proclamation ou autrement ; cela ne peut être fait que par le conseil des ministres. Ce serait alors inutile de soumettre la question aux officiers en loi de la Couronne du Haut-Canada. Il n'y aurait qu'un seul moyen d'é luder la difficulté et il désirerait en causer avec lui personnellement.

89

25 février,  
Toronto.

Rolph à McDonald. Il a transmis sa lettre au lieutenant-gouverneur. Il conseille certains changements qu'il lui demande de faire.

222

26 février,  
Toronto.

Hewson à Hay. Il a reçu une lettre de Hay lui apprenant qu'il n'avait pu transmettre sa demande, vu qu'il n'existait pas d'Association coloniale de l'Amérique du Nord d'Irlande. Il a appris depuis que cette société devait prochainement fonctionner. Le juge en chef serait heureux si son opinion (Hewson) pouvait être transmise.

9

27 février,  
Downing  
Street.

Lettre non signée à Head. Il envoie la copie d'une lettre de Jones par laquelle il demande une situation de juge ou bien d'être nommé membre du Conseil législatif ou exécutif. Il envoie aussi une copie de la réponse, dans laquelle il verra que Jones a été informé que la recommandation du gouvernement de la colonie était nécessaire pour être appelé au Conseil législatif ou exécutif.

85

27 février,  
Londres.

Jones à Stephen. Il craint d'échouer tant dans sa mission publique que dans ses affaires privées.

90

27 février,  
Londres.

Le même à Glenelg. Il serait heureux si le projet de loi constituant la Compagnie de prêts et d'assurance sur la vie était immédiatement sanctionné. Si cela ne se pouvait, comment faudrait-il procéder pour réussir ?

92

29 février,  
Downing  
Street.

Grey à Ryerson. Les sentiments de Glenelg relativement aux avantages de la propagation de l'instruction sont les mêmes que ceux de Ripon et c'est son devoir autant que sa satisfaction d'appuyer les désirs de Sa Majesté sur ce point, mais le transfert de l'administration du revenu territorial et imprévu empêche le gouvernement d'obérer davantage ce revenu et il ne serait pas justifiable de demander au gouvernement impérial de prendre la place du gouvernement local, auquel seul il faut s'adresser, et Glenelg ne peut qu'avoir confiance qu'une question aussi importante ne suscitera pas de luttes de partis quant au mode de concession de terre. Ce système a été complètement changé depuis la concession faite au collège du roi, et il ne se fait plus de concessions gratuites.

266

— février.

Lettre non signée au procureur général et au solliciteur général. Il leur donne instruction de faire rapport au sujet de la charte projetée de l'Académie wesleyenne.

273

Février (?).

Rolph à Head. Il transmet la lettre qu'il vient justement de recevoir, afin qu'il ne perde pas son temps à des démarches inutiles. Importance